



Déclarations et Discours

N° 82/24

L'AMÉRIQUE DU NORD ET L'EUROPE DANS LES RELATIONS NORD-SUD

Discours du secrétaire d'État aux Affaires extérieures, M. Mark MacGuigan, à la Conférence nord-américaine-européenne de la fondation Friedrich-Naumann, à Ponta Delgada, aux Açores, le 4 septembre 1982.

Notre conférence a pour thème le libéralisme en Europe et en Amérique du Nord face aux défis des années 80. Le sujet qu'on m'a demandé de traiter est celui de l'Amérique du Nord et de l'Europe dans les relations Nord-Sud et ce, à titre de conférencier « américain ». Rarement ont si peu de mots suscité en moi autant de réactions.

Chaque fois qu'on demandait à feu Lester Pearson s'il était américain, ce dernier avait l'habitude de répondre que oui, il était canadien. Un autre de nos hommes politiques affirmait jadis que les Américains étaient nos meilleurs amis, que cela nous plaise ou non. (Soit dit en passant, ce n'était pas un libéral.) Ce que je veux souligner, c'est que s'il existe une identité et une vision européennes distinctes, la contrepartie est moins vraie pour l'hémisphère occidental. Pour un Canadien, un Américain est simplement un citoyen des États-Unis. D'ailleurs, je n'aurais pas la présomption de parler au nom des États-Unis et, à vrai dire, je ne serais pas tenté de le faire étant donné les attitudes fondamentalement différentes de nos deux gouvernements sur bon nombre des questions Nord-Sud, l'exemple le plus notable à cet égard étant sans doute le droit de la mer.

Ce que je puis vous offrir, ce sont uniquement certaines réflexions personnelles qui, du moins je l'espère, représentent assez bien les attitudes canadiennes, sur les thèmes à l'étude, soit la nature du libéralisme et son attitude face aux défis, les problèmes qui nous attendent aux plans intérieurs et mondiaux et tout particulièrement l'attitude que nous devrions adopter face à l'actuelle impasse Nord-Sud.

Le libéralisme

Les libéraux n'ont pas de réponse toute faite et tranchée à ces questions. Même l'Encyclopédie Britannica amorce son article sur notre mouvement en indiquant que le libéralisme ne se prête pas aisément à une définition. Celle que donne le dictionnaire Webster du mot libéral me paraît assez heureuse. Issu d'une expression latine signifiant une activité « propre à un homme libre », voisin du mot « croître » en ancien anglais et du mot grec signifiant « libre », ce mot est utilisé pour désigner un parti politique associé aux idéaux de liberté de l'individu, d'une plus grande participation de celui-ci au gouvernement et d'esprit de réforme constitutionnelle, politique et administrative ».

Les racines du libéralisme remontent à Socrate et aux prophètes de l'Ancien Testament.

Isaïe en fournit même une définition fonctionnelle, à savoir qu'on reconnaît un libéral à ses œuvres libérales. La pensée libérale fut toujours au cœur même de la civilisation européenne.

Il est difficile, à la lumière de ce qui précède, d'accorder trop de créance aux innombrables articles qui ont paru au fil des ans — depuis au moins un siècle, je crois bien — annonçant le déclin et la mort du libéralisme. Nous ne pouvons que nous reporter à Mark Twain en répondant à ceux qui s'intéressent à cette question que les rapports faisant état de notre décès sont nettement exagérés. Même Sir Wilfrid Laurier, le premier chef de gouvernement du Canada d'ascendance française et l'un de nos plus grands hommes d'État, confiait à son parti en 1916, dans un moment de découragement, qu'il avait vécu trop longtemps puisqu'il avait survécu au libéralisme. Il n'en reste pas moins que son parti a gouverné le pays les trois-quarts du temps depuis.

Ce qui m'amène à penser que nous ne devrions pas conclure d'un échec ou d'un recul temporaires que nous sommes dépassés. La position et les attitudes libérales sont toujours indiquées, et peut-être plus que jamais d'ailleurs, soit de voir dans chaque défi une occasion qui peut déboucher sur des réalisations valables et de se consacrer aux affaires du pays en vivant les valeurs foncières du libéralisme, dont l'affranchissement individuel de l'asservissement à la masse, la suppression des entraves afin que chaque être humain puisse s'épanouir en fonction de son potentiel, et un engagement passionné à promouvoir l'équité et la justice, l'égalité des chances et les libertés civiles.

Le rôle de l'Europe et de l'Amérique du Nord

L'Europe de l'Ouest et l'Amérique du Nord ont connu leurs révolutions et leurs guerres. La reconstruction et le développement de l'après-guerre ont amené une stabilité politique accrue, une équité foncière, une large mesure de justice sociale et la stabilité financière. Si je mentionne ces réalisations, ce n'est nullement pour minimiser les tensions très réelles qui s'exercent sur nos systèmes financiers et monétaires ou pour sous-estimer les niveaux exagérés de chômage et les cycles vicieux de l'inflation qui pèsent sur toutes nos sociétés. Je veux plutôt souligner que contrairement à de nombreuses régions du globe, et notamment les pays en voie de développement, nous demeurons un club sélect de privilégiés.

Ainsi, je crois que l'Europe occidentale et l'Amérique du Nord ont un rôle spécial à jouer dans le dialogue Nord-Sud et que nous devons continuer à jouer ce rôle en dépit de nos propres difficultés.

L'Europe occidentale et l'Amérique du Nord ont eu un rôle particulier à jouer dans le système économique international. Il est intéressant de noter que l'Organisation des Nations Unies, telle qu'elle existe aujourd'hui, avec ses grandes institutions multilatérales est, dans une large mesure, le résultat des plans de reconstruction et de développement du temps de la guerre. La Seconde Guerre mondiale a commandé davantage de coopération économique que les guerres antérieures, et la planification économique

de l'après-guerre a débuté durant le conflit.

De façon très réelle, la guerre en Europe a déterminé le nouvel ordre économique. Par ailleurs, et ce qui est tout aussi important, la philosophie qui sous-tend les principes de la Charte des Nations Unies est essentiellement libérale et ce, dans un sens classique, c'est-à-dire fondée sur la liberté, l'ouverture d'esprit, la générosité et l'abolition des privilèges. L'aide même est devenue une partie intégrante des institutions démocratiques libérales. Cette évolution s'est manifestée dans les programmes multilatéraux et bilatéraux, bien qu'au début des années 50 — et le plan de Colombo l'illustre bien — la question de la sécurité ait joué, tout comme elle le fait aujourd'hui.

Dans le contexte Nord-Sud, on retrouve la tradition libérale au cœur du mouvement d'accession à l'indépendance politique dans les pays en voie de développement. Par la suite, elle a favorisé les efforts visant à encourager le maintien de l'adhésion aux droits de l'homme et au pluralisme dans les États nouvellement créés. Elle a accueilli le concept du non-alignement, faisant valoir parallèlement qu'il doit être authentique afin que les pays en voie de développement soient libres des tensions Est-Ouest qui souvent drainent les énergies de ceux qui en ont le plus besoin.

La sécurité mondiale face aux crises

Je crois que la sécurité mondiale sera largement tributaire de la façon dont les gouvernements sauront faire face aux crises de la décennie en cours. Je crois également que la sécurité mondiale dépendra, dans une large mesure, du degré de survie des idées libérales dans la conjoncture économique actuelle. L'économie du monde moderne exclut donc toute idéologie pure. Par ailleurs, si le secteur privé a beaucoup à offrir au processus du développement international, ce n'est pas une panacée et ne saura jamais l'être, car — faut-il le souligner — les sociétés de la communauté mondiale sont trop complexes et trop dissemblables.

Tous les pays en voie de développement ne partagent pas les valeurs des démocraties occidentales. Ils connaissent souvent des lacunes au niveau des infrastructures et du personnel cadre qualifié pour gérer leur économie et constituer leur bureaucratie. À d'autres égards, ils arrivent souvent que les démocraties de type occidental ne puissent servir directement de modèles à ces pays démunis au niveau des nécessités de la vie, telles que la nourriture et l'abri ainsi que de l'analphabétisme et de la sous-éducation.

D'autre part, les valeurs libérales, qui ont constitué la grande force de toutes nos sociétés, peuvent jouer un rôle de catalyseur d'un mieux-être dans de nombreux pays en voie de développement. Je pense avant tout aux valeurs qui caractérisent un véritable libéral, soit quelqu'un qui peut incarner la modération et l'équilibre. Dans nos sociétés, le libéralisme incarne une attitude que met en valeur la justice dans la façon de procéder, l'égalité des chances, l'acceptation de la règle de droit et la protection des libertés civiles. Le point de vue libéral favorise plutôt une conception du gouvernement en tant que catalyseur ou modérateur par rapport au secteur privé. On l'associe aux politiques pragmatiques que l'on retrouve dans les économies mixtes.

**Le libéralisme,
modèle pour
les nouvelles
nations**

Le libéralisme n'est pas tant fondé sur une tradition de politiques que de principes, tradition qui reconnaît que s'il peut exister des vérités éternelles, il ne saurait exister de politiques éternelles. En ce sens, le libéralisme peut fort bien et devrait même constituer la force motrice pour bon nombre de nouvelles nations, leur donnant la souplesse voulue pour développer des économies mixtes qui répondent aux besoins précis de leurs populations tout en laissant au secteur privé la possibilité de pratiquer l'initiative fondée sur l'intérêt individuel. En rejetant le joug du colonialisme, les nouvelles nations ont trop souvent sombré dans des dictatures de la droite ou de la gauche, généralement au détriment d'un certain nombre de secteurs de leur société. À mon avis, le rôle qui incombe aux démocraties occidentales est non pas de tourner le dos à de telles sociétés, mais plutôt de les aider, grâce à leurs traditions libérales, à leurs contacts politiques et à leurs richesses, à s'orienter vers la modération et l'équilibre de façon que la population ne souffre pas indûment. Naturellement, c'est là le côté humain de dialogue Nord-Sud et il commande l'ouverture d'esprit dont j'ai parlé au début comme l'une des caractéristiques du libéralisme classique.

En termes plus concrets, je crois que dans les années 80, les démocraties industrielles doivent établir avec les pays en voie de développement des relations politiques davantage marquées au coin de la maturité. Nous avons abondamment discuté hier de l'évolution actuelle des tensions Est-Ouest. Que l'optimisme à ce sujet soit possible ou non, nous pouvons et nous devons chercher à isoler davantage le tiers-monde des différends Est-Ouest. Nous devons démontrer que l'idée que nous entretenons d'une communauté mondiale pluraliste correspond à leurs objectifs d'indépendance et d'autodétermination.

**Les Caraïbes et
l'Amérique
centrale**

Prenons, à titre d'exemple, les relations de l'Amérique du Nord avec les Caraïbes et l'Amérique centrale. Si les liens historiques du Canada sont beaucoup plus forts avec les pays des Caraïbes que ceux de l'Amérique centrale, la région n'en revêt pas moins dans son ensemble, dans une perspective mondiale, une importance stratégique et politique pour l'Amérique du Nord. Microcosme des problèmes mondiaux, le bassin des Caraïbes, y compris la totalité de l'Amérique centrale présente, à mon avis, de l'intérêt pour nous tous ici, notamment en raison des questions épineuses que soulèvent les problèmes de la région au plan des politiques.

Toute proportion gardée, les crises auxquelles l'Amérique centrale doit faire face revêtent des dimensions énormes. La chute des cours mondiaux a eu un effet spectaculaire sur leurs marchés d'exportation. L'instabilité politique perturbe sérieusement la vie au Guatemala et au Salvador où la guérilla ne semble pas vouloir se résorber. Les agissements du gouvernement du Nicaragua sont soumis à un examen sérieux en raison de la montée des violations des droits de l'homme sur son territoire et de ses activités politiques qui nuisent à la stabilité de la région. Le Nicaragua est également aux prises avec la guérilla dans ses régions frontalières. Pour sa part, le Honduras a récemment fait l'objet d'attaques terroristes que l'on attribue aux forces qui appuient

les guérilleros au Salvador. Même le Costa Rica, souvent qualifié de modèle de démocratie, a récemment été la victime d'activités terroristes sur son territoire. Nous nous plaignons de taux de chômage de l'ordre de 10 pour cent alors que certains de ces pays comptent 20 ou 30 pour cent de chômeurs. De surcroît, tous ces pays sont aux prises avec des taux d'inflation qui font penser à un derviche tourneur. Si l'on ajoute à cette liste la croissance de la dette publique, quel que soit le pays, on comprendra aisément qu'il existe un danger de graves explosions politiques. D'ailleurs, assaisonnée des tensions Est-Ouest, la situation approche du point d'ébullition.

Au cours des trois dernières années, le Canada a entièrement réexaminé ses relations avec les Caraïbes et l'Amérique centrale, notamment en ce qui a trait à l'aide au développement. Dans le sillage de cet examen, nous avons annoncé notre intention de doubler l'aide au développement que nous destinons aux pays des Caraïbes du Commonwealth et par ailleurs d'accroître substantiellement notre assistance à l'Amérique centrale. Nous nous sommes également joints à nos partenaires hémisphériques, soit les États-Unis, le Mexique, le Venezuela et (par la suite) la Colombie, dans le cadre de l'Initiative du bassin des Caraïbes. Cette initiative est une expression collective de notre volonté de déployer tous les efforts possibles pour stimuler le développement socio-économique de la région grâce à des programmes de coopération mais sans préalables militaires ou politiques.

Le Canada est convaincu que les conditions socio-économiques de la région, soit la pauvreté, une distribution inégale de la richesse et l'injustice sociale sont à la source même de l'instabilité qui y règne. Il se peut que les antécédents de certains de ces gouvernements, notamment au chapitre des droits de l'homme, soient pour nous source d'embarras, mais il nous faut poser la question. Allons-nous tourner le dos à ces pays, pointant un doigt accusateur, ou allons-nous essayer, par des voies politiques, économiques et institutionnelles, de les encourager à faire un nouveau départ ? (J'ai d'ailleurs été fort encouragé d'apprendre que votre mouvement a jugé bon d'organiser une réunion qui s'est tenue, si je ne m'abuse, la fin de semaine dernière au Nicaragua. C'est à l'occasion de réunions de ce genre que la théorie du dialogue Nord-Sud trouve une expression concrète.)

**L'Occident
doit s'engager**

L'Amérique centrale n'est certes pas la seule région du monde en voie de développement qui soit aux prises avec les extrêmes de la vie économique et politique. C'est d'ailleurs cette réalité qui m'amène à réitérer la nécessité absolue d'un engagement du monde occidental face aux questions Nord-Sud. Il ne fait aucun doute que nous tous, du Nord, sommes les peuples les plus riches et les plus libres de l'histoire de la terre. Aucun autre système n'a permis de soutenir les taux de croissance, l'évolution politique et le progrès économique dont nous avons pu faire bénéficier nos peuples depuis la Seconde Guerre mondiale. Et pourtant, près d'un milliard d'êtres humains subsistent dans le plus grand dénuement. Nous devons nous assurer qu'ils ont au moins accès aux besoins les plus fondamentaux tels que la nourriture, l'abri, les soins

de santé, l'eau potable et l'éducation. Nous devons donc étendre notre concept de voisin dans un monde qui rétrécit de plus en plus car le malheur de nos frères humains commande notre attention malgré les frontières nationales ou les idéologies qui peuvent nous séparer.

Dans ce contexte, par où commencer dans l'établissement d'un ordre du jour libéral pour les affaires Nord-Sud des années 80 ? En tant que libéraux, je crois que nous devons adopter comme point de départ la réalité, les faits. Et parmi ces derniers, n'y a-t-il rien de plus terrible que la mort probable, durant leur première année d'existence, de 12 millions des 125 millions d'enfants nés cette année dans le tiers-monde. Ils mourront de malnutrition, de maladies transmises par l'eau ou faute de soins médicaux. Ils s'inscriront dans l'histoire au titre des réalisations de notre génération, soit l'équivalent de deux holocaustes par année, et ce, bien que nous ayons les moyens de mettre fin à cette honte. Et d'ailleurs, nous ne pouvons certainement pas invoquer notre ignorance.

En tant que libéraux, nous savons qu'une telle situation appelle des réformes. Nous savons également qu'il s'agit d'un problème mondial qui dépasse les frontières nationales. C'est pourquoi les libéraux de toutes les nationalités ont aidé à édifier les institutions internationales requises pour s'attaquer aux problèmes mondiaux et pour permettre aux pays de participer sur une base équitable et ouverte aux affaires mondiales. Rien d'étonnant que l'une des plus grandes déclarations libérales du siècle soit le préambule de la Charte des Nations Unies, où sont énoncés comme suit les objectifs qui devraient guider nos efforts toute notre vie durant : « Préserver les générations futures du fléau de la guerre ;... proclamer à nouveau notre foi dans les droits fondamentaux de l'homme, dans la dignité et la valeur de la personne humaine, dans l'égalité des droits des hommes et des femmes, ainsi que des nations, grandes et petites ;... pratiquer la tolérance, vivre en paix l'un avec l'autre dans un esprit de bon voisinage ».

Deux défis à relever

Il faut signaler deux points relativement nouveaux à l'ordre du jour des problèmes internationaux comme défis de taille dans les années 80 et au-delà.

Le point qui s'impose d'abord à notre attention est d'en arriver à un ordre économique international plus juste et plus équitable qui permette aux pays en voie de développement d'obtenir une part plus grande du commerce, de la technologie et des capitaux du monde. Il n'est pas surprenant d'ailleurs que le Nord ait rejeté les programmes compréhensifs d'action présentés par les pays en voie de développement, et notamment la revendication d'un nouvel ordre économique international.

On comprendra aisément pourquoi les principales puissances économiques ne consentiront pas à une restructuration radicale de l'ordre international. Mais en tant que libéraux, nous savons que le changement est inscrit dans la vie, que les institutions doivent évoluer ou périr et que le système économique international, établi après

la Seconde Guerre mondiale, n'est ni éternel ni si parfait qu'il ne souffre aucune réforme. Au contraire, on ne peut tous que constater que le système plie sous le fardeau et qu'au moins une révision majeure s'impose. On comprendra également que le marché international recèle peu de promesses, notamment pour les pays les plus pauvres.

À mon avis, en tant que libéraux, notre rôle dans cette lutte capitale en ce qui concerne le système économique international est de briser l'impasse dangereuse qui s'est créée ces dernières années en trouvant des terrains d'entente communs, en travaillant à susciter la compréhension mutuelle entre le Nord et le Sud et en menant une campagne vigoureuse pour débloquer la situation et créer une économie mondiale plus équitable.

Résoudre ensemble les problèmes mondiaux

Le second des nouveaux points que le réalisme impose à notre attention est quelque peu semblable. Il s'agit de la nécessité de trouver de meilleurs moyens de partager entre les États souverains la responsabilité d'une gestion davantage rationnelle et ordonnée du monde et de ses ressources. Nous rencontrons depuis quelques années un nombre croissant de problèmes majeurs tels que les pluies acides, l'Antarctique, l'espace extra-atmosphérique, qui débordent les frontières nationales ou les cadres traditionnels et à l'égard desquels il nous faut faire preuve d'initiative et d'imagination.

Le Droit de la mer pourrait fort bien s'avérer le précurseur des nouveaux mécanismes juridiques qui pourraient enfin nous permettre de régler de façon pacifique les problèmes internationaux et les intérêts nationaux connexes qui se posent avec une acuité sans précédent — une façon d'appliquer la règle de droit et la rationalité libérale sur la scène internationale. Sinon, ce pourrait fort bien être le chaos, c'est-à-dire une planète pillée et à peine habitable par suite de la dégradation de l'environnement et du gaspillage des ressources, une tragédie où tous surexploitent le domaine public pour ne rien laisser à l'humanité.

J'ai mentionné plusieurs des questions globales et des principes généraux auxquels j'attache de l'importance dans une façon libérale d'aborder les relations Nord-Sud. Toutefois, les actions sont plus éloquentes que les mots et l'aide effective que chaque pays fournit au tiers-monde révèle sans doute mieux l'importance qu'il accorde aux problèmes auxquels les trois quarts de l'humanité font face.

L'aide au développement

En tant que pays donateur, le Canada s'est tenu au milieu du peloton. Nos apports d'aide publique au développement (A.P.D.) sont supérieurs à la moyenne de l'O.C.D.E. (Organisation de coopération et de développement économiques), mais en-deçà du niveau atteint par les pays scandinaves et les Pays-Bas. Toutefois, en 1980, j'ai pu annoncer aux Nations Unies que le Canada mettrait fin au déclin qu'avait connu son A.P.D. dans les années 70 et s'efforcerait d'atteindre un rapport A.P.D./P.N.B. (produit national brut) de 0,5 % d'ici le milieu des années 80 et ensuite 0,7 % d'ici la fin de la décennie.

En plus de chercher à augmenter le volume de notre programme d'aide, nous nous efforçons également d'en améliorer le contenu et la portée. Nous poursuivons ce que l'on pourrait nommer le modèle culturel du développement, soit l'idée selon laquelle le développement se situe au plan humain, passant par la culture et le mode de vie d'un peuple qui fait les adaptations nécessaires pour vivre dans l'autonomie et en harmonie avec son milieu.

Nous concentrons notre effort sur trois secteurs que nous considérons d'importance cruciale : l'agriculture et l'autonomie alimentaire ; l'énergie, y compris les énergies nouvelles et renouvelables ; et le développement des ressources humaines, notamment dans des secteurs comme la gestion et les connaissances techniques.

Nous sommes également allés au-delà des cadres bilatéraux et multilatéraux habituels en créant un certain nombre de programmes spéciaux qui mettent à contribution pratiquement tous les éléments du secteur privé canadien, des Églises et groupes bénévoles aux universités, associations professionnelles et sociétés privées.

À mon avis, la coopération au développement devrait occuper une place assez spéciale dans nos priorités en tant que libéraux, car chaque fois que l'habitant d'un bidonville en Asie acquiert des capacités productives, chaque fois qu'une mère africaine obtient l'accès à de l'eau potable pour sa famille, chaque fois qu'un enfant latino-américain apprend à lire, c'est un autre coup contre l'oppression et un pas de plus sur la voie de la libération de l'homme.

En guise de conclusion, permettez-moi d'ouvrir rapidement une fenêtre sur l'avenir, tel que je le vois, des relations Nord-Sud d'ici la fin du siècle. En partie à cause de la croissance économique rapide des années 50 et 60, des progrès réels ont été réalisés dans le tiers-monde. En particulier, l'espérance de vie est passée de 42 à 55 ans en un quart de siècle tandis que les inscriptions dans les écoles primaires ont doublé à l'échelle mondiale, entre 1960 et 1975. Il sera très difficile de réaliser dans les années 80 et 90 de tels progrès.

Mais nous faisons face à bien des contraintes. Les pays en voie de développement doivent composer avec un endettement écrasant, avec des problèmes de balance de paiements aigus et avec des programmes d'ajustement pénible. En outre, il est de très mauvais augure que, pour la première fois depuis la fin des années 50, le revenu réel par habitant dans le tiers-monde soit à la baisse en termes absolus, déclin qui ne manquera pas de causer davantage de souffrance humaine.

Entre temps, dans les pays développés, l'inquiétude économique est omniprésente, les fonds pour la coopération au développement sont à la baisse tandis que le cynisme est à la hausse en ce qui concerne notre capacité de faire face à la situation sur les plans intérieur ou international.

Pouvons-nous tirer des enseignements du passé? Aussi paradoxal que cela puisse sembler, je crois que les difficultés actuelles portent en elles la semence des progrès à venir. Car l'interdépendance mondiale est devenue bien évidente et nous disposons d'un cadre institutionnel beaucoup plus solide que ce n'était le cas pour la communauté internationale dans les années 30.

Ce sont ces nouvelles réalités que nous devons soumettre à nos électeurs. Et si nous échouons, nos adversaires y réussiront avec des politiques qui ne reflètent qu'une partie de la réalité. Nous devons nous assurer d'un appui public assez large pour avaliser des décisions raisonnables. Notre objectif en tant que libéraux, dans notre pays et dans le monde, doit être, pour reprendre les mots du poète canadien Louis Dudek, « la libération du moi ... œuvrant toujours pour le moment et l'espace présents, ce moi, pour trouver le sens caché de toutes choses — c'est là la grande aventure. Non pas une sombre perspective, mais un horizon infini de possibilités. » Cet « horizon infini de possibilités » est une vision libérale du monde de demain.